Chapitre 12
LES DÉSÉQUILIBRES ACTUELS DE LA CROISSANCE

La croissance se distingue du développement mais les deux notions sont indissociables. La croissance est une notion quantitative, calculée par rapport à la variation du PIB. Le développement est une notion qualitative et se traduit par des modifications des structures économiques, démographiques, sociales…

I. Quels sont les enjeux en termes d’inégalités sociales ?

A. Les inégalités au niveau mondial

Le développement peut être étudié à travers quelques indicateurs significatifs comme le PIB/habitant, le niveau de scolarisation, l’espérance de vie…

Les pays ne sont pas tous au même stade de développement économique. Ainsi, on distingue les pays développés et les pays en développement (à noter que l’appellation pour ces pays a varié dans le temps : Alfred Sauvy a parlé de « tiers-monde » en 1952, puis on a utilisé la notion de pays sous développés). Les pays dits développés, essentiellement pays européens, États-Unis, Canada, Australie et Japon, ont connu une forte croissance au cours du xxe siècle. Leur croissance est, depuis la fin des Trente Glorieuses (milieu des années 1970 et choc pétrolier), fortement ralentie et les pays occidentaux peinent à maintenir leur croissance. S’il existe des inégalités entre pays développés et pays en développement, il en existe aussi au sein des pays en développement. En effet, certains pays en développement sont très dynamiques et connaissent – ou ont connu – de très forts taux de croissance, ce qui leur a permis de combler tout ou partie de leur retard de développement (voir les dragons asiatiques : Taïwan, Hong Kong, Corée du Sud et Singapour, qui ont rattrapé les pays développés dans les années 1990). Il est aujourd’hui question des pays émergents et notamment des BRICS (Brésil, Russie, Inde, Chine et Afrique du Sud), pays qui connaissent des taux de croissance très élevés depuis plusieurs années (proche de 10 % parfois) et un développement important. La population de ces pays souhaite accéder au même niveau de consommation que les pays occidentaux. À côté de cela, certains pays sont totalement exclus de tout développement et connaissent des difficultés économiques, sociales, politiques…

L’ONU a créé un groupe : les PMA (pays les moins avancés). Ils sont actuellement 48, essentiellement en Afrique (quelques-uns en Asie). Leurs caractéristiques : très faible PIB/hab., vulnérabilité économique et faible développement humain (notion abordée dans le chapitre suivant). Ces pays connaissent aussi le plus souvent une forte instabilité politique. Leurs taux de croissance sont très variables du fait de leur forte dépendance.

B. Les inégalités au sein des pays

Que l’on se situe dans un pays développé ou dans un pays en développement, il existe des inégalités de revenus. Au sein des pays développés, les différences sont notables et les États-Unis connaissent de très fortes inégalités par rapport à d’autres pays comme la France, par exemple, ou les pays du nord de l’Europe.

Selon Simon Kuznets, quand un pays commence à se développer, les inégalités tendent dans un premier temps à augmenter pour se réduire par la suite. C’est ce que l’on peut constater avec l’exemple de la Chine, qui était un pays plutôt égalitaire, mais la croissance a permis à certains de s’enrichir rapidement et a surtout vu apparaître une classe moyenne et des exclus en grande quantité, d’où un creusement des inégalités.

II. Quels sont les enjeux en termes de démographie ?

A. Le vieillissement de la population

Dans les années 1960, les démographes avaient alerté sur le risque d’explosion démographique et les problèmes d’accès aux ressources que cela allait entraîner à terme.

Aujourd’hui, avec les progrès économiques, de la médecine… cette « bombe P » n’explosera pas car la population devrait, dans les années 2100, se stabiliser autour de 10 milliards de personnes. En revanche, la menace est maintenant réelle d’une « bombe V » pour vieillissement. En effet, les hommes vivent de plus en plus longtemps et le taux de natalité a fortement baissé. Les équilibres sont ainsi bouleversés avec une proportion de personnes âgées de plus en plus importante. Il semble que ce risque va toucher l’ensemble du monde. Néanmoins, il existe déjà dans de nombreux pays développés (sauf la France et les États-Unis par exemple, dont le taux de natalité est encore supérieur au renouvellement de la population). Mais, en Chine, le risque est aussi bien réel du fait d’une politique de restriction des naissances mise en place par Mao Tsé-toung. Les seuls pays qui aient encore réellement un taux de natalité élevé sont les pays africains.

Ce vieillissement de la population fait peser un risque sur la croissance économique à venir, car c’est la population active qui est source de croissance ; si elle baisse les choses risquent de devenir difficiles. Cela dit, rien n’est avéré ! En tout état de cause, d’autres défis seront à relever de ce fait, notamment en matière de couverture sociale.

B. La modification des équilibres démographiques mondiaux

Selon les projections, le poids des pays développés va progressivement diminuer au sein de la population mondiale, au profit des pays en développement et notamment de l’Asie et surtout de l’Afrique. Certains pays, comme le Nigeria, vont assister à une réelle explosion démographique. Or on peut s’interroger, car, si la croissance démographique est un élément favorable à la croissance économique, elle peut aussi être un handicap et notamment pour les pays très pauvres, qui n’ont déjà pas toujours les moyens de nourrir leurs habitants. Il faudra aussi que ces pays parviennent à un équilibre politique pour assurer une croissance économique pérenne.

III. Quels sont les enjeux de la croissance en termes de ressources naturelles ?

A. La pression sur l’environnement

La forte croissance et le développement des pays occidentaux tout au long du xxe siècle a généré des dégâts écologiques sans précédent.

Aujourd’hui, les pays développés souhaitent poursuivre leur mouvement de croissance et n’envisagent pas de retour en arrière en termes de niveau et de conditions de vie. Les pays émergents, eux, souhaitent accéder au même niveau que les pays riches et sont donc demandeurs de toujours plus de produits agricoles (forte augmentation de la consommation de viande notamment) et de biens de consommation en général (automobile…). La Chine et l’Inde, sont par exemple, dans cette démarche et génèrent de très forts taux de croissance. Compte tenu de leur très forte population, leurs besoins en ressources ont donc considérablement augmenté.

Ainsi, la pression sur l’environnement est forte, en termes de pollution (air, mer, terres…), de destruction et d’épuisement des ressources (consommation de matières premières, déforestation, pêche intensive…). La pression agricole est également importante, car la population à nourrir est toujours plus nombreuse et des denrées agricoles sont détournées de leur usage initial (carburants par exemple). De ce fait, la pression sur la demande est devenue très forte, créant ainsi une dépendance aux aléas de la production. Les prix deviennent très fluctuants, ce qui cause un préjudice grave aux populations les plus pauvres.

L’ONU a envisagé plusieurs scénarios, le plus plausible est aussi le plus risqué pour notre environnement : maintien du niveau des pays développés et rattrapage des pays en développement. Dans ce cas, la consommation de ressources va se poursuivre.

B. La nécessité de repenser la croissance

Il est avéré que les ressources ne vont pas être suffisantes pour que tous les pays accèdent au même niveau de développement en poursuivant ce rythme de croissance. Il va donc falloir repenser la croissance et il est de plus en plus question d’une croissance soutenable, c’est-à-dire qui permette la poursuite du développement sans épuiser les ressources ou détruire la qualité de l’environnement (voir chapitre suivant la définition du développement durable).

Plusieurs pistes ont été lancées. Dès les années 1970, le rapport Meadows (*Halte à la croissance*) avait tiré la sonnette d’alarme en annonçant la fin de certaines matières premières non renouvelables et avait dit qu’il n’y aurait pas d’issue possible en poursuivant cette recherche effrénée de la croissance. La notion de croissance zéro avait été évoquée. Depuis, les travaux ont été poursuivis et confirmés (le rapport a été réécrit en 2004 et en 2012). Certains évoquent aussi la notion de décroissance. Enfin, il est plus sûrement question de la recherche d’une meilleure utilisation des ressources, c’est-à-dire produire plus avec moins de ressources (notion de découplage). De cette façon, on se dirigera vers une économie dite verte, dans laquelle la pollution sera moindre, la croissance pourra perdurer et permettre le développement (et donc la réduction des inégalités) et créer des emplois.